

Unité départementale des Alpes Maritimes
Tour Hermès, 64-66 route de Grenoble,
06286 NICE

Marseille, le 03/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

KERRY FLAVOURS FRANCE SAS

QUARTIER SAINTE MARGUERITE - BP 82067
Usine du Plan de Grasse CD304
06131 GRASSE

Références : 2022_522
Code AIOT : 0006400337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement KERRY FLAVOURS FRANCE SAS implanté QUARTIER SAINTE MARGUERITE - BP 82067 Usine du Plan de Grasse CD304 06130 GRASSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 19 juillet 2022 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale diligentée par la DGPR sur le sujet de la sous-traitance avec pour objectif de faire le point sur la maîtrise des activités sous-traitées sur le site au regard du risque accidentel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERRY FLAVOURS FRANCE SAS
- QUARTIER SAINTE MARGUERITE - BP 82067 Usine du Plan de Grasse CD304 06130 GRASSE
- Code AIOT : 0006400337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : oui

La société KERRY FLAVOURS SAS (ci-après KERRY) exploite sur la zone industrielle du Plan, à Grasse (06) un établissement de fabrication d'arômes à destination de l'industrie agroalimentaire. Cet établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement Seveso Seuil bas et son exploitation est soumise à autorisation par l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2000 modifié par les arrêtés préfectoraux du 10 novembre 2005 et du 15 avril 2011.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
- Formation du personnel des entreprises de sous-traitances

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Permis de feu	AP d'autorisation du 07/12/2000, article 1.6.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contenu des formations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3	Maintien du niveau de formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
4	Validation des formations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
5	Suivi et tracabilité des formations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
6	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
7	PPAM	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, l'inspection a constaté l'absence de formation des opérateurs rencontrés sur le site et l'absence de plan de prévention et de permis feu pour des travaux de soudure d'une tuyauterie réalisés le jour de l'inspection.

Ainsi, l'inspection a noté une insuffisance dans la formation, le suivi et la maîtrise des activités sous-traitées et particulièrement celles directement liées à la maîtrise de la sécurité.

L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions réglementaires sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de formation des entreprises extérieures décrit dans la procédure version 3 de Gestion des entreprises extérieures datée du 06/12/2021. Les entreprises Extérieures reçoivent une formation "Accueil Sécurité Entreprise" par Le personnel HSE avant leur intervention. Cette formation présente les risques des installations et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. Néanmoins, la vérification par sondage sur le site, a montré qu'un opérateur extérieur intervenant sur le site ne dispose pas d'une formation valide.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contenu des formations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La formation présente les risques des installations liés au site et les conduites à tenir en cas d'incident ou d'accident. Néanmoins cette formation doit être complétée par l'information du statut Seveso seuil bas de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintien de niveau de formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La formation est effectuée au fil de l'eau avant l'intervention des entreprises extérieures, elle a une durée de validité d'un an.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Validation des formations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre intitulé "Liste d'accueil HSE/EE" précisant la date de suivi de la formation, la durée de validité, le nom de la personne formée, le nom de la société.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi et tracabilité des formations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La formation se termine par un questionnaire noté qui permet de valider la formation si le résultat obtenu est $\geq 80\%$.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le registre relatif au suivi des personnes formées sur le site est tenue à jour. L'exploitant dispose de la copie des questionnaires des personnes formées depuis 5 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : PPAM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Politique de prévention des accidents majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'une PPAM mise à jour datée du 14/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Permis de feu

Référence réglementaire : AP du 07/12/2000, article 1.6.2.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Permis de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans les zones présentant des risques incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin de travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée et notifiée.
Constats : L'entrée de l'entreprise sur le site n'est autorisée que lorsque le plan de prévention (PDP) est valide, les habilitations sont valides et la formation d'accueil sécurité est valide. L'exploitant délivre un badge et une autorisation de travail à l'entreprise extérieure qui précise le nom des intervenants, la nature des travaux, la date de l'intervention, la nécessité d'un permis spécifique (permis feu, permis de consignation/déconsignation, permis espace confiné, permis d'excavation ...). L'autorisation de travail impose la réalisation d'un permis feu uniquement dans les zones ATEX. Ainsi ce dernier n'est pas exigé pour une intervention nécessitant une source d'ignition dans une zone de risque incendie non ATEX. La durée de validité de l'autorisation de travail correspond à celle de l'intervention n'excédant pas 5 jours. L'autorisation de travail et les différents permis ne prennent pas en compte la présence des MMR et leur éventuelles indisponibilité lors des interventions nécessitant des mesures compensatoires. L'autorisation de travail et les permis ne mentionnent pas l'ensemble des noms des intervenants extérieures. Le permis feu a une durée de validité d'une journée, il précise la nature des dangers, les mesures/moyens à mettre en œuvre, il prévoit une vérification 1H après la fin des travaux par le donneur d'ordre. Lors de la vérification par sondage des permis feu (n°1356: intervention du 08/07/2021, 1324 et 1325 interventions du 18-19/07/2022) l'inspection constate que les permis feu sont incomplets: absence de la vérification post travaux, absence de signature du surveillant, aucune mesure de précaution n'est cochée, absence de description des types de matériels utilisés notamment ceux pouvant être source d'ignition d'un incendie, absence de description de la nature des travaux. L'inspection a constaté lors de la visite, l'absence de plan de prévention et de permis feu pour l'intervention de l'entreprise extérieure réalisant des travaux de soudure sur une tuyauterie au niveau de l'Algeco des entreprises extérieures situé derrière le bâtiment 5.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

